

Royaume-Uni

Il faut se féliciter des signes récents indiquant que la croissance, dont les taux dépassaient la tendance, commence à se ralentir dans la mesure où l'économie tourne probablement à un niveau proche de sa capacité. Il est probable qu'à l'avenir la croissance reposera moins sur la consommation et qu'elle sera davantage tirée par l'investissement, le solde extérieur agissant beaucoup moins comme un frein. L'instabilité émanant du marché du logement continue de constituer un risque, qui pourrait cependant être moins menaçant que lors des précédentes envolées des prix de l'immobilier résidentiel.

Le ralentissement de l'activité et le maintien de l'inflation à un faible niveau justifient une pause du durcissement monétaire, encore que de nouvelles mesures restrictives pourraient être nécessaires en 2005 du fait notamment des pressions grandissantes exercées par le marché du travail. Le déficit public dépassera probablement 3 pour cent du PIB en 2004 et, en l'absence d'un alourdissement automatique de la fiscalité, des mesures supplémentaires seront peut-être nécessaires pour le réduire nettement et durablement.

La reprise est en phase de maturation

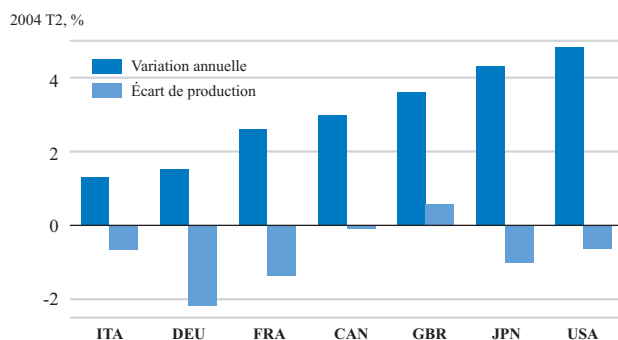
Selon des estimations préliminaires, la croissance du PIB s'est fortement ralentie au troisième trimestre de 2004 pour s'établir à 0.4 pour cent seulement, soit moins de la moitié du taux moyen relevé sur les quatre trimestres précédents. Cette décélération était due à une chute de la production industrielle et à une baisse du taux de croissance du volume des ventes de détail. L'apaisement du marché du logement contribuera sans doute de plus en plus à modérer la croissance de la consommation privée ; les indicateurs mensuels des prix des logements se sont tassés depuis le mois de juillet après avoir progressé de plus de 40 pour cent depuis le début de 2002. Compte tenu néanmoins de la vigueur des autres composantes de la demande intérieure et du dynamisme de la production et des commandes dans les secteurs de services, on aurait tort de penser que la faiblesse estimée de la croissance au troisième trimestre persistera au cours des trimestres suivants, d'autant que les estimations préliminaires sont souvent révisées en hausse.

Les résultats pour l'inflation sont mitigés

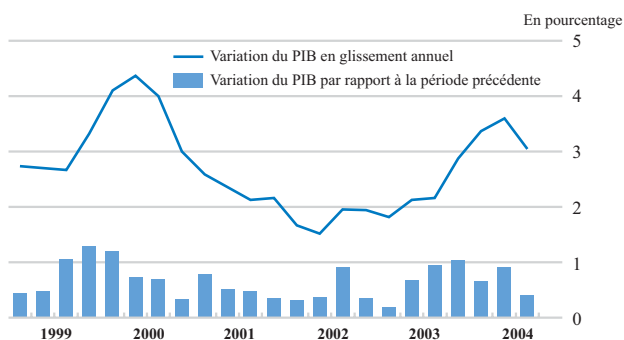
Le taux d'inflation, mesuré par l'indice des prix à la consommation, a été d'un peu plus de 1 pour cent en septembre et en octobre, seuil auquel le gouverneur de la Banque d'Angleterre serait tenu d'adresser une lettre au Chancelier expliquant pourquoi l'objectif de 2 pour cent n'a pas été atteint. Ce résultat étonnamment faible tient notamment à la baisse des prix des importations du fait de l'appréciation du taux de change effectif, qui a progressé de 6 pour cent depuis le début de l'année pour culminer au début du mois d'août. Néanmoins, cette appréciation ayant été annulée pour plus des deux-tiers au cours des trois mois suivants et les prix du pétrole et des métaux

Royaume-Uni

La reprise a été forte



Cependant, elle semble arriver à maturité



Source : National Statistics et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 76.

Royaume-Uni : Emploi, revenu et inflation

Pourcentages de variation

	2002	2003	2004	2005	2006
Emploi	0.8	0.9	0.9	0.4	0.2
Taux de chômage ^a	5.2	5.0	4.7	4.7	5.0
Rémunération des salariés	4.4	4.2	6.0	5.5	4.9
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.6	1.9	2.7	2.8	2.4
Revenu disponible des ménages	3.0	4.1	5.5	5.2	4.4
Déflateur du PIB	3.2	3.0	2.1	2.2	2.3
Indice des prix à la consommation harmonisé ^b	1.3	1.4	1.3	1.7	2.1
Déflateur de la consommation privée	1.6	1.8	1.5	2.0	2.2

a) En pourcentage de la population active.

b) Connu sous le nom de CPI au Royaume-Uni.

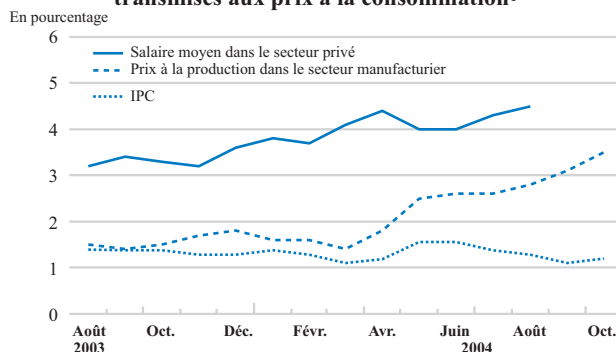
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

ayant fortement augmenté, les prix des importations pousseront probablement à la hausse les prix à la consommation à court terme. Des pressions se manifestent déjà au niveau des indices des prix à la production et des prix des consommations intermédiaires, en forte augmentation depuis le début de 2004. Le taux de chômage étant tombé à un peu plus de 4½ pour cent, son niveau le plus bas depuis les années 70 et inférieur de ¾ pour cent à l'estimation du taux structurel faite par l'OCDE, le taux d'augmentation des gains moyens dans le secteur privé (non compris les paiements de primes) s'est lui aussi régulièrement accéléré au cours de l'année écoulée.

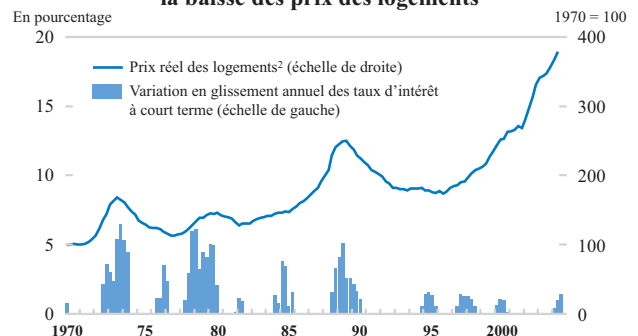
Le déficit des administrations publiques, sur la base de la définition de Maastricht, dépassera sans doute légèrement 3 pour cent du PIB en 2004. L'année 2005 sera probablement marquée par une augmentation des recettes fiscales provenant des compagnies pétrolières du fait de la hausse des prix du pétrole, et par les effets retardés de l'amélioration de la conjoncture sur le produit de l'impôt sur les sociétés, cependant que l'alourdissement automatique de la fiscalité gonflera également le produit de l'impôt sur le revenu. Cependant, dans la mesure où l'évaluation de l'OCDE diffère de celle des autorités britanniques, ces recettes supplémentaires pourraient ne pas être suffisantes pour compenser la hausse prévue des dépenses

Sur la base des politiques actuelles, le déficit budgétaire n'a guère de chance de se réduire sensiblement

Royaume-Uni

Les pressions sur les coûts ne se sont pas encore transmises aux prix à la consommation¹

Le durcissement monétaire précède souvent la baisse des prix des logements



1. Indice des prix à la consommation. Variation en glissement annuel. Salaire moyen hors primes.

2. Déflaté par l'indice implicite des prix des dépenses de consommation (indice 1970 = 100).

Source : National Statistics, Office of the Deputy Prime Minister et base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 76.

Royaume-Uni : Indicateurs financiers

	2002	2003	2004	2005	2006
Taux d'épargne des ménages ^a	5.3	5.5	6.4	7.4	7.9
Solde financier des administrations publiques ^b	-1.7	-3.5	-3.2	-3.2	-3.3
Balance des opérations courantes ^b	-1.7	-1.9	-2.2	-2.4	-2.2
Taux d'intérêt à court terme ^c	4.0	3.7	4.6	5.5	5.8
Taux d'intérêt à long terme ^d	4.9	4.5	5.0	5.2	5.2

a) En pourcentage du revenu disponible.

b) En pourcentage du PIB.

c) Taux interbancaire à 3 mois.

d) Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

publiques nominales, de l'ordre de 12 pour cent entre 2004 et 2006, de sorte que le déficit risque de se creuser légèrement.

**Un ralentissement du marché
du logement fera monter le
taux d'épargne**

Étant donné le lien étroit entre le marché du logement et les dépenses de consommation, il est probable que, le niveau des prix des logements se stabilisant, la croissance de la consommation accusera une nette décélération, dans la mesure notamment où l'activité sera moins soutenue par les emprunts hypothécaires destinés à la consommation. Il pourrait en résulter une hausse du taux d'épargne de l'ordre d'1½ point au cours des douze prochains mois, ce qui le porterait à un niveau plus proche de sa moyenne en longue période. Étant donné la faiblesse de l'objectif retenu pour l'inflation et le ralentissement de la croissance, le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre peut se permettre de rester dans une prudente expectative. Les relèvements, de 1¼ de point de pourcentage, du taux des prises en pension opérés entre novembre 2003 et août 2004 devraient donc être suivis d'une pause jusqu'à l'année prochaine. Néanmoins, même si le marché du logement freine la croissance des dépenses de consommation, d'autres composantes de la demande intérieure devraient être très dynamiques : l'investissement fixe a progressé de 7 pour cent sur les douze mois s'achevant au deuxième trimestre, et les intentions d'investissement futur des entreprises telles qu'elle ressortent des enquêtes restent fortes ; les plans budgétaires du gou-

Royaume-Uni : Demande et production

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Prix courants milliards de £	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2001)				
Consommation privée	659.9	3.3	2.3	3.0	1.8	1.7
Consommation publique	189.7	3.8	3.5	3.8	1.9	2.0
Formation brute de capital fixe	165.5	2.7	2.2	6.5	5.3	3.5
Secteur public ^a	15.9	2.4	22.1	8.5	18.7	4.7
Secteur privé : résidentiel	39.8	7.6	3.1	6.7	3.1	3.3
Secteur privé : autres	109.8	0.9	-1.1	6.0	3.8	3.3
Demande intérieure finale	1 015.2	3.3	2.5	3.7	2.4	2.0
Variation des stocks ^b	6.6	-0.4	0.0	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	1 021.7	2.9	2.5	3.8	2.4	2.0
Exportations de biens et services	272.4	0.1	0.1	2.6	7.9	8.2
Importations de biens et services	299.8	4.1	1.3	4.7	6.5	6.3
Exportations nettes ^b	- 27.4	-1.2	-0.4	-0.7	0.1	0.2
PIB aux prix du marché	994.3	1.8	2.2	3.2	2.6	2.4

a) Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

b) Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif dans la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

Royaume-Uni : Indicateurs extérieurs

	2002	2003	2004	2005	2006
	Milliards de \$				
Exportations de biens et services	411.2	453.6	515.9	575	629
Importations de biens et services	458.1	507.1	590.6	659	711
Balance commerciale	- 46.9	- 53.5	- 74.7	- 84	- 82
Solde des invisibles	19.8	20.1	28.2	29	30
Balance des opérations courantes	- 27.1	- 33.4	- 46.5	- 54	- 51
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens et services en volume	0.1	0.1	2.6	7.9	8.2
Importations de biens et services en volume	4.1	1.3	4.7	6.5	6.3
Résultats à l'exportation ^a	- 2.5	- 3.5	- 5.3	- 0.4	- 0.6
Termes de l'échange	2.7	0.8	- 0.4	- 1.4	- 0.4

a) Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.

vement impliquent la poursuite d'une progression rapide des dépenses publiques ; et comme la position conjoncturelle relative des grands pays européens paraît devoir s'améliorer au cours des prochaines années, le volume du solde extérieur devrait beaucoup moins freiner l'activité. De nouveaux relèvements du taux des prises en pension pendant l'année 2005, représentant au total quelque $\frac{3}{4}$ de point de pourcentage, devraient suffire pour ramener le taux de croissance aux alentours ou peut-être en dessous du taux potentiel de $2\frac{1}{2}$ pour cent en 2005 et 2006. Les pressions exercées sur la demande, notamment par le marché du travail, se traduiront néanmoins par une hausse régulière du taux d'inflation mesuré par l'indice des prix à la consommation qui pourrait se rapprocher de l'objectif de 2 pour cent en 2006.

On ne peut négliger le risque d'une baisse plus accusée des prix des logements, entraînant une chute brutale de la consommation, encore que cette menace pourrait s'atténuer à mesure que se renforcent les chances de voir l'économie dans son ensemble opérer un atterrissage en douceur. L'ajustement des prix réels des logements par rapport aux points hauts précédents s'est rarement fait de manière progressive mais a été normalement déclenché par de fortes hausses des taux d'intérêt à court terme, généralement de 4 à 5 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Étant donné qu'une telle hausse des taux d'intérêt paraît inconcevable dans les conditions actuelles, une baisse sensible des prix des logements semble moins probable que dans le passé.

Les perspectives macroéconomiques sont inévitablement conditionnées par l'analyse du potentiel d'offre sous-jacent, particulièrement sensible à l'appréciation de la marge de manœuvre des autorités budgétaires comme des autorités monétaires. Les prévisions budgétaires de mars supposent un écart de production de plus de 1 pour cent au milieu de 2004, et bien que la croissance potentielle soit estimée à $2\frac{3}{4}$ pour cent, une estimation plus prudente de $2\frac{1}{2}$ pour cent est utilisée pour les prévisions budgétaires. Néanmoins, la disparition escomptée de l'écart de production implique une croissance plus rapide et un plus fort dynamisme conjoncturel des recettes, ce qui accroît les chances de satisfaire à la « règle d'or » du gouvernement, qui veut que sur l'ensemble du cycle le secteur public n'emprunte que pour investir. À l'inverse, si l'écart de production a déjà disparu et que la croissance potentielle n'est que de $2\frac{1}{2}$ pour cent (prévision retenue par l'OCDE), il serait presque certainement nécessaire de renforcer la rigueur budgétaire pour faire en sorte que la règle d'or soit respectée au cours du cycle qui vient de commencer étant donné que le déficit du budget courant sur l'année se terminant au troisième trimestre se situe déjà à près de 2 pour cent du PIB.

Le marché du logement demeure un risque

Des incertitudes entourent la production potentielle

Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE*

N° 75, juin 2004

Marchés du logement, patrimoine et cycle économique
Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis
Cycle des prix actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires
Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne

N° 74, décembre 2003

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

N° 73, juin 2003

Après la bulle des télécommunications
Politiques structurelles et croissance
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

N° 72, décembre 2002

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique
La persistance de l'inflation dans la zone euro

N° 71, juin 2002

Conséquences économiques du terrorisme
Les changements en cours du cycle économique
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

N° 70, décembre 2001

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics
L'investissement en capital humain *via* l'enseignement et la formation post-obligatoires
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

N° 69, juin 2001

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des micro-données

N° 68, décembre 2000

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE
Prix des logements et activité économique
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

TABLE DES MATIÈRES

Éditorial : en dépit des turbulences pétrolières, un raffermissement de la croissance	vii
I. Évaluation générale de la situation macroéconomique	1
Vue d'ensemble : une expansion en butte à des vents contraires	1
La hausse des prix du pétrole pèse sur l'expansion mondiale	2
Perspectives à l'horizon 2006 : surmonter le choc pétrolier	8
À court terme, les risques sont dominés par l'incertitude relative au prix du pétrole	16
À quel rythme la stimulation macroéconomique devrait-elle être réduite ?	24
Appendice : Vulnérabilité du secteur des entreprises à une hausse des taux d'intérêt	34
II. Évolution dans les pays membres de l'OCDE	37
États-Unis	37
Japon	42
Zone euro	46
Allemagne	50
France	55
Italie	59
Royaume-Uni	64
Canada	68
Australie	72
Autriche	75
Belgique	78
Corée	81
Danemark	84
Espagne	87
Finlande	90
Grèce	93
Hongrie	96
Irlande	99
Islande	102
Luxembourg	105
Mexique	107
Norvège	110
Nouvelle-Zélande	113
Pays-Bas	116
Pologne	119
Portugal	122
République slovaque	125
République tchèque	128
Suède	131
Suisse	134
Turquie	136
III. Évolutions dans certaines économies non membres	139
Chine	140
Brésil	142
Fédération de Russie	144
IV. Évolution des prix du pétrole : moteurs, conséquences économiques et ajustement des politiques	147
Introduction	147
Perspectives à long terme du marché pétrolier	149
Scénarios du prix du pétrole jusqu'en 2030	152
Influences à court terme sur les variations du prix du pétrole	157
Effets économiques des variations des prix du pétrole	162
Appendice IV.1 : le modèle-tableur du pétrole	168
Appendice IV.2 : Volatilité des prix, stocks et prix du pétrole	169
V. Comportement d'épargne et efficacité de la politique budgétaire	171
Introduction	171
Variations simultanées de l'épargne privée et de l'épargne publique	172
Épisodes de fortes variations de l'orientation budgétaire	177
Variations compensatoires de l'épargne privée : les données empiriques	178
Effets de composition	183
Appendice : estimation de l'effet compensatoire de l'épargne privée	185
Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE	189

Annexe statistique	191
Classification des pays.....	192
Mode de pondération pour les données agrégées.....	192
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	192
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence.....	193
Tableaux annexes.....	195

Encadrés

I.1. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales.....	11
I.2. Le comportement des consommateurs japonais a-t-il durablement changé ?.....	14
I.3. Les prix du pétrole ont-ils surrégé ?.....	18
I.4. Où se situe le taux d'intérêt « neutre » ?.....	26
I.5. Où en sont les réformes des retraites publiques ?.....	30
IV.1. Impact d'une crise des approvisionnements pétroliers.....	160
IV.2. L'impact de la spéculation.....	161
IV.3. Canaux de transmission des effets du prix du pétrole sur l'économie.....	162
V.1. Questions théoriques.....	174
V.2. Réactions de l'épargne privée aux déficits budgétaires.....	179
V.3. Équations de l'épargne privée : variables de contrôle conventionnelles.....	186

Tableaux

I.1. L'expansion se poursuit.....	1
I.2. Les estimations à court terme dénotent une poursuite de la croissance.....	10
I.3. La croissance des échanges internationaux ne devrait pas s'essouffler.....	16
I.4. D'importants déficits budgétaires persistent.....	29
I.5. Ratios d'endettement.....	34
I.6. Proportion d'entreprises situées dans la zone vulnérable.....	35
III.1. Prévisions pour la Chine.....	141
III.2. Prévisions pour le Brésil.....	143
III.3. Prévisions pour la Fédération de Russie.....	145
IV.1. Part de marché de l'OPEP selon différentes hypothèses.....	153
IV.2. Extrapolations du prix du pétrole pour différents scénarios de la demande et de l'offre.....	154
IV.3. Les prix du pétrole brut sont devenus plus volatils que ceux des autres produits de base.....	157
IV.4. Les États-Unis et la Chine ont été des sources majeures d'accroissement de la demande de pétrole depuis 1995.....	158
IV.5. Effets mécanique d'une variation de 10 % du prix du pétrole sur la hausse des prix à la consommation.....	164
IV.6. Effets d'une hausse durable de 15 dollars du prix du pétrole.....	165
V.1. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire.....	181
V.2. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire dans certains pays.....	183
V.3. Réactions de l'épargne privée à l'orientation budgétaire : effets de composition.....	184

Graphiques

I.1. Les prix du pétrole ont fortement augmenté.....	3
I.2. L'expansion a quelque peu perdu de son souffle.....	4
I.3. Les performances des marchés du travail sont inégales.....	5
I.4. La reprise en Allemagne et en Italie a été tirée surtout par les exportations.....	6
I.5. L'inflation sous-jacente reste généralement modérée.....	7
I.6. La confiance est fragile.....	9
I.7. L'activité dans le secteur des hautes technologies décélère.....	10
I.8. Les performances à l'exportation des principaux pays de la zone euro divergent.....	13
I.9. La reprise de l'investissement a été lente dans certains pays.....	20
I.10. Les prix réels des logements plafonnent peut-être dans certains pays.....	21
I.11. Le compte courant des États-Unis est entré en territoire inexorable.....	23

I.12. L'impulsion monétaire est retirée à une vitesse variable et la consolidation budgétaire laisse à désirer	24
I.13. Les taux d'intérêt réels restent relativement faibles	25
I.14. L'investissement public se réduit mais les dépenses sociales augmentent.....	33
IV.1. Prix du pétrole : perspective historique	147
IV.2. L'intensité pétrolière de la production a diminué dans les pays de l'OCDE.....	150
IV.3. Il est prévu que la demande de pétrole augmente le plus en Amérique du Nord et en Chine.....	150
IV.4. Les réserves pétrolières prouvées semblent suffisantes pour les prochaines décennies compte tenu de la production	151
IV.5. Influences à court terme sur le prix du pétrole	159
V.1. Épargne privée et publique : écarts par rapport à la moyenne.....	173
V.2. Épargne privée et épargne publique : corrélations brutes.....	175
V.3. Évolution de l'épargne privée et publique.....	175
V.4. Épargne publique, ajustée pour tenir compte de l'inflation.....	176
V.5. Dette publique et patrimoine financier net dans certains pays de l'OCDE	182

Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

Résumé des prévisions

	2004	2005	2006	2004		2005			2006		Quatrième trimestre		
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2004	2005	2006
Pourcentage													
Croissance du PIB en volume													
États-Unis	4.4	3.3	3.6	3.5	3.1	3.2	3.4	3.5	3.6	3.7	3.8	3.3	3.6
Japon	4.0	2.1	2.3	2.8	2.3	2.5	2.5	2.5	2.2	2.1	2.6	2.4	2.1
Zone euro	1.8	1.9	2.5	1.7	1.9	2.1	2.5	2.5	2.5	2.5	1.9	2.3	2.5
OCDE total	3.6	2.9	3.1	2.9	2.9	3.0	3.2	3.2	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1
Inflation													
États-Unis	2.0	1.8	1.7	1.5	2.1	1.7	1.7	1.7	1.9	1.6	2.2	1.8	1.7
Japon	-2.3	-1.3	-0.3	-1.6	-1.5	-1.2	-1.0	-0.6	0.0	0.1	-1.6	-1.1	0.2
Zone euro	1.9	1.7	1.8	1.4	1.9	1.9	1.7	1.7	1.8	1.8	1.7	1.8	1.8
OCDE total	1.8	1.7	1.7	1.4	1.8	1.5	1.7	1.8	1.8	1.6	1.9	1.7	1.7
Taux de chômage													
États-Unis	5.5	5.3	5.1	5.4	5.4	5.4	5.3	5.3	5.2	5.2	5.4	5.3	5.0
Japon	4.8	4.5	4.2	4.8	4.7	4.6	4.5	4.4	4.3	4.2	4.8	4.4	4.0
Zone euro	8.8	8.6	8.3	8.8	8.7	8.7	8.6	8.6	8.4	8.4	8.8	8.6	8.2
OCDE total	6.6	6.5	6.3	6.5	6.5	6.5	6.5	6.4	6.4	6.3	6.5	6.4	6.2
Croissance du commerce mondial	9.5	9.0	9.5	8.4	8.7	8.9	9.3	9.4	9.7	9.7	9.4	9.1	9.6
Balance courante													
États-Unis	-5.7	-6.2	-6.4										
Japon	3.5	3.5	3.7										
Zone euro	0.7	0.6	0.9										
OCDE total	-1.2	-1.4	-1.3										
Solde corrigé des variations cycliques													
États-Unis	-4.2	-4.0	-4.2										
Japon	-6.3	-6.4	-6.6										
Zone euro	-2.1	-1.8	-1.8										
OCDE total	-3.4	-3.3	-3.3										
Taux d'intérêt à court terme													
États-Unis	1.5	2.8	3.8	2.1	2.5	2.7	3.0	3.2	3.5	3.7	2.1	3.2	4.2
Japon	0.0	0.0	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2	0.0	0.0	0.5
Zone euro	2.1	2.1	2.7	2.1	2.1	2.1	2.1	2.1	2.3	2.5	2.1	2.1	3.0

Note : La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu et en niveaux par ailleurs. Les taux d'intérêt sont : États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

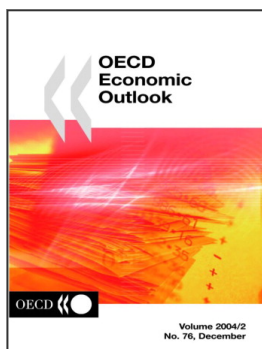
Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 5 novembre 2004 ; en particulier 1 dollar = 105.70 yens et 0.771 euro ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 18 novembre 2004.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 76.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2004 Issue 2

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2004-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2004), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2004 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2004-2-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.